



Règlement d'examen 2020

concernant l'examen professionnel de

conseillère financière / conseiller financier diplômé(e) IAF

**spécialiste en patrimoine, prévoyance,
assurance et financement**

et

règlement d'examen concernant les

examens de module

pour l'admission à l'examen final de

conseillère / conseiller financier avec brevet fédéral

et

règlement d'examen concernant

l'examen professionnel de

conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF

Certificat de connaissance LSFIn

(examens IAF)

Promulgué le 1^{er} juillet 2020

Valable à partir des examens de novembre 2020.



Contenu

- | | |
|--|--------------|
| 1. Généralités | (art. 1+2) |
| 2. Organisation de l'examen | (art. 3-5) |
| 3. Publication, inscription, admission, frais d'examen | (art. 6-9) |
| 4. Déroulement de l'examen | (art. 10-14) |
| 5. Modules d'examen et exigences | (art. 15+16) |
| 6. Évaluation et remise des notes | (art. 17+18) |
| 7. Réussite et répétition de l'examen | (art. 19-21) |
| 8. Formation continue | (art. 22) |
| 9. Diplôme, certificat, titre et procédure | (art. 23-25) |
| 10. Dispositions finales | (art. 26) |
| 11. Délibéré | |

Des explications sur le présent règlement sont données dans les **directives** correspondantes, qui peuvent être retirées auprès des bureaux de l'IAF ou téléchargées sur son site Internet (www.iaf.ch).

IAF Interessengemeinschaft Ausbildung im Finanzbereich
IAF Communauté d'intérêt pour la formation dans le domaine financier
IAF Comunità d'interessi per la formazione in ambito finanziario

Geschäftsstelle für die deutsche Schweiz:

Bernerstrasse Süd 169, 8048 Zürich

Tel. 0848 44 22 33

info@iaf.ch, www.iaf.ch

Bureau pour la Suisse romande:

Ufficio per la Svizzera italiana:

Neuengasse 20, 3011 Berne

Tél. 0848 44 22 22

info-romandie@iaf.ch, www.iaf.ch

La dénomination professionnelle, tout comme le titre, sont indiqués au masculin et au féminin. Pour des raisons de lisibilité, les directives du présent règlement se limitent à la forme masculine.



1 GÉNÉRALITÉS

Art. 1 Représentation

1 La Communauté d'intérêt pour la formation dans le domaine financier IAF organise

**l'examen professionnel de
conseillère financière / conseiller financier diplômé(e) IAF,
spécialiste en patrimoine, prévoyance, assurance et financement**

2 ainsi que

**l'examen professionnel de
conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF**

Certificat de connaissance LSFInL'organe responsable mentionné est compétent pour toute la Suisse.

Art. 2 But de l'examen

Les personnes ayant réussi l'examen professionnel de *conseillère financière / conseiller financier diplômé(e) IAF* ont la compétence d'offrir un conseil financier autonome aux particuliers et entreprises qui présentent une situation personnelle et financière de faible à moyenne complexité, typiquement aux personnes dans la phase professionnellement active, dans les secteurs clés suivants:

- patrimoine (y c. certificat de connaissance LSFIn),
- prévoyance,
- assurance,
- immobilier (notamment propriété individuelle) et son financement,

y compris les effets sur les liquidités, le bilan privé et les impôts de même que des connaissances de base en droit patrimonial et successoral.

Par ailleurs, les titulaires du diplôme possèdent des connaissances sur les conditions cadres légales pour les conseillers financiers, en particulier sur l'obligation et la responsabilité de conseil et sur la compliance, ainsi que des connaissances sur les normes d'un conseil financier durable.

Enfin, les titulaires du diplôme ont la capacité de mettre en pratique le conseil financier dans les domaines suivants:

- conseils sur les points essentiels de la première présentation à la conclusion de la vente, en passant par l'analyse de la situation et la recommandation de mesures;
- mise en œuvre de processus structurés de conseil et d'analyse;
- capacité de communication dans la relation avec les clients;
- conseil et suivi des clients existants.

Les candidats ayant réussi l'examen professionnel de **conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF** disposent du savoir requis et connaissent les règles de comportement en matière de conseil en gestion de patrimoine et de placement conformément à la loi sur les services financiers (LSFin).

Ils sont qualifiés pour le conseil aux particuliers sur toute question ayant trait à l'acquisition et la gestion de patrimoine dans le respect des règles de comportement fixées par la LSFIn.



2 ORGANISATION DE L'EXAMEN

Art. 3 Comité

- 1 Le comité a les attributions suivantes:
 - a) promulgation, modification et abrogation du règlement d'examen;
 - b) fixation des taxes d'examen et de recours ainsi que rémunération de la commission AQ, des experts principaux et des experts;
 - c) élection de la commission AQ;
 - d) traitement et décisions concernant les recours; il peut pour cela mettre en place une commission de recours et en régler la compétence et la procédure.

Art. 4 Commission AQ

- 1 L'organisation et la réalisation de l'examen selon le présent règlement sont confiées à une commission chargée de l'assurance qualité (commission AQ). Celle-ci est composée de cinq à treize spécialistes nommés par le comité de l'IAF pour un mandat de trois ans.
- 2 La commission AQ se constitue elle-même. Elle élit son président.
- 3 La commission AQ se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent, mais au moins une fois par an. Le quorum est atteint lorsque la majorité des membres sont présents. Les décisions se prennent également lorsque la majorité des membres sont présents. Le président tranche en cas d'égalité des voix. La prise de décision par voie de circulaire est autorisée.
- 4 La commission AQ a les attributions suivantes:
 - a) promulgation des directives sur le règlement d'examen;
 - b) fixation des dates et lieux d'examen;
 - c) approbation du programme d'examen;
 - d) approbation des moyens auxiliaires autorisés;
 - e) préparation des énoncés de l'examen et organisation de l'examen
 - f) choix et engagement des experts principaux et des experts;
 - g) décision concernant l'admission des candidats à l'examen ainsi qu'une éventuelle exclusion à l'examen;
 - h) validation des résultats d'examen y compris l'attribution des notes ainsi que la décision sur la remise du diplôme ou du certificat;
 - i) traitement des requêtes;
 - j) vérification périodique et mise à jour des objectifs de qualification et des contenus de l'examen;
 - k) reconnaissance ou prise en compte d'autres diplômes et d'autres prestations.
- 5 La commission AQ peut déléguer certaines tâches aux bureaux ou à la direction d'examen de l'IAF.

Art. 5 Publicité

- 1 L'examen n'est pas public. La commission AQ peut décider d'exceptions dans des cas particuliers.



3 PUBLICATION, INSCRIPTION, ADMISSION, FRAIS D'EXAMEN

Art. 6 Publication

- 1 L'inscription à l'examen est publiée au moins 90 jours avant son commencement sur le site Internet de l'IAF (www.iaf.ch). Les informations sont également fournies par les bureaux de l'IAF.
- 2 La publication informe au minimum sur:
 - le programme de l'examen;
 - les dates d'examen;
 - les taxes d'examen;
 - l'adresse d'inscription;
 - les délais pour l'inscription et le paiement des frais d'examen.

Art. 7 Inscription

- 1 Les candidats doivent s'inscrire aux examens via la procédure en ligne sur le site internet de l'IAF (www.iaf.ch). L'IAF peut également prévoir une procédure d'inscription par des formulaires papier.
- 2 Les documents suivants sont à joindre au formulaire d'inscription:
 - a) un résumé de la formation et des activités professionnelles;
 - b) les copies des titres et des certificats de travail requis pour l'admission; ainsi qu'une attestation de travail de l'employeur actuel; pour les indépendants, il est demandé d'apporter, en lieu et place de l'attestation de travail, deux lettres de référence au contenu identique établies par des personnes indépendantes;
 - c) la mention de la langue d'examen;
 - d) la copie d'une pièce d'identité officielle munie d'une photo.
- 3 Les inscriptions pour des modules spécifiques isolés sont autorisées. Le candidat doit veiller aux limites de validité des modules passés (art. 21, al. 5, ci-après).
- 4 Par son inscription, le candidat reconnaît le présent règlement et les directives.

Art. 8 Admission

- 1 Sont admis à l'examen professionnel de **conseillère financière / conseiller financier diplômé(e) IAF** les candidats qui:
 - a) sont titulaires d'un certificat fédéral de capacité délivré après une formation initiale de trois ans au moins ou d'un certificat de formation équivalente et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins un an dans le secteur des services financiers;ou
 - b) peuvent justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans, dont au minimum un an dans le secteur des services financiers.

Le jour de référence pour attester de l'expérience professionnelle est le début de l'examen. La formation de base jusqu'à l'obtention du certificat de capacité ou d'un diplôme similaire n'est pas prise en compte dans l'expérience professionnelle.



Les candidats sont admis sous réserve du paiement dans les délais de la taxe d'examen.

Par certificat de valeur au moins équivalente selon al. a), on entend:

- un diplôme d'une école de commerce reconnue par la Confédération;
- un certificat de maturité (tout type);
- une attestation de formation d'un institut de formation des enseignants (école normale ou équivalent);
- un diplôme reconnu par la Confédération d'une école supérieure de cadres pour l'économie et l'administration (ESCEA);
- un diplôme fédéral d'un examen professionnel supérieur de commerce;
- un diplôme d'une haute école cantonale ou fédérale;
- un diplôme d'intermédiaire d'assurance AFA.

- 2 Sur la base d'une demande motivée du candidat, la commission AQ décide au cas par cas si elle reconnaît entièrement ou en partie la formation préparatoire acquise et si elle accorde l'admission aux examens aux titulaires de certificats non reconnus par la Confédération.
- 3 La décision concernant l'admission aux examens est en règle générale communiquée par écrit aux candidats dans les quinze jours après l'expiration du délai d'inscription. En cas de refus, les motifs et les indications concernant les voies de recours sont communiqués par lettre recommandée et informent de l'instance et du délai de recours.
- 4 Aucune condition préalable n'est requise pour l'admission à l'examen professionnel de **conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF**.

Art. 9 **Frais d'examen**

- 1 Le paiement des frais d'examen doit parvenir dans les délais.
- 2 Le candidat qui se retire dans les délais après son inscription ou ultérieurement pour des raisons valables a droit au remboursement du montant payé, déduction faite des frais occasionnés.
- 3 Le candidat qui, sans donner de raison valable, ne se présente pas à l'examen ou abandonne avant la fin de l'examen n'a aucun droit au remboursement de la taxe d'examen. Il en va de même pour les candidats qui sont exclus pendant l'examen ou ne l'ont pas réussi.
- 4 Les dépenses de voyage, séjour, repas et assurances pendant les examens sont à la charge du candidat.



4 DÉROULEMENT DE L'EXAMEN

Art. 10 Convocation

- 1 Les examens ont généralement lieu une à deux fois par an, à condition qu'il y ait assez d'inscriptions valables au terme du délai d'inscription. Le candidat n'a pas le droit de choisir à quel moment particulier ou à quelles intervalles doivent se dérouler les examens.
- 2 Le candidat a le droit de passer l'examen dans une des trois langues officielles suisses, si pour la langue officielle concernée, il y a au moins dix inscriptions valables.
- 3 Le candidat sera convoqué au moins quatorze jours avant le début de l'examen. La convocation indique le programme d'examen, le lieu et la date de l'examen, ainsi que les moyens auxiliaires autorisés et les experts.
- 4 Toute demande de récusation d'un expert doit être motivée et adressée à la commission AQ sept jours au moins avant le début de l'examen. Celle-ci prend les mesures qui s'imposent.

Art. 11 Retrait

- 1 Le candidat peut retirer son inscription jusqu'à quatre semaines avant le début de l'examen (premier jour d'examen).
- 2 Passé ce délai, un retrait n'est possible que si une raison valable le justifie. Sont notamment réputées raisons valables les faits suivants:
 - a) service militaire imprévu ou service de protection civile ou service civil imprévu;
 - b) maladie, accident ou grossesse attestés par un médecin;
 - c) décès dans l'entourage immédiat.
- 3 Le retrait doit être communiqué et justifié sans délai par écrit au bureau de l'IAF. La date du cachet postal lors de l'envoi à partir d'un bureau de poste en Suisse est déterminante pour le retrait.

Art. 12 Non admission et exclusion

- 1 Le candidat qui, en rapport avec les conditions d'admission, donne sciemment de fausses informations, présente les certificats de modules obtenus par une tierce personne ou tente de tromper la commission AQ d'une autre manière ne sera pas admis aux examens.
- 2 Est exclu de l'examen final quiconque:
 - a) utilise des moyens auxiliaires non autorisés;
 - b) enfreint gravement la discipline de l'examen;
 - c) tente de tromper les experts.

La décision d'exclure un candidat incombe à la commission AQ. Le candidat a le droit de passer l'examen sous réserve, jusqu'à ce que la commission ait arrêté une décision formelle.

Art. 13 Surveillance de l'examen et experts

- 1 Au moins une personne surveille avec la diligence requise le déroulement de l'examen écrit. Elle consigne ses observations par écrit.



- 2 Deux experts au moins évaluent les travaux d'examen écrits et s'entendent sur la note à attribuer. Pour des examens avec des questions structurées (Multiple Choice, etc.) et une évaluation automatisée, une évaluation individuelle ne sera pas nécessaire.
- 3 Deux experts au moins procèdent aux examens oraux, établissent des notes relatives à l'entretien d'examen et au déroulement de l'examen, apprécient les prestations fournies et fixent ensemble la note.

Art. 14 Clôture et séance d'attribution des notes

- 1 La commission AQ statue sur la proposition de notes et décide de la réussite ou de l'échec des candidats lors d'une séance subséquente à l'examen.
- 2 Le dossier d'examen ainsi que les copies d'examen appartiennent à l'IAF. Les documents d'examen sont conservés pendant deux ans. Une conservation plus longue jusqu'à l'échéance de la procédure de recours demeure réservée.



5 MODULES D'EXAMEN ET EXIGENCES

Art. 15 Modules d'examen

- 1 L'examen de **conseillère financière / conseiller financier diplômé(e) IAF** comprend tous les domaines d'activité du conseiller financier diplômé IAF et se déroule sans prise en compte des activités professionnelles du candidat.
- 2 L'examen se compose d'une partie écrite et d'une partie orale. La partie écrite peut avoir lieu sous forme de questionnaires à choix multiples et sous forme électronique.
- 3 L'examen se compose des modules suivants:
 - Patrimoine (y c. LSFIn) écrit, 90 min.
 - Prévoyance (assurances de personnes et assurances sociales) écrit, 90 min.
 - Assurance (assurances de choses et de patrimoine) écrit, 90 min.
 - Immobilier écrit, 90 min.
 - Conseil financier oral, 30 min.

- 4 L'examen professionnel de **conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF** comprend le module

Patrimoine (y c. LSFIn).

L'examen du module «Patrimoine (y c. LSFIn)» vaut aussi bien pour le diplôme IAF de conseiller financier / conseillère financière que pour le certificat IAF de conseiller / conseillère en gestion de patrimoine.

Chaque module peut être divisé en parties et éventuellement en sous-parties. Le partage ainsi que la pondération de chaque partie sont définis par la commission AQ.

Art. 16 Exigences posées à l'examen

- 1 Les objectifs et le contenu des examens sont expliqués dans les directives sur le règlement d'examen.

6 ÉVALUATION ET ATTRIBUTION DES NOTES

Art. 17 Évaluation par module

- 1 Les positions et les sous-positions sont représentées par des points dans un schéma de points préalablement établi.
- 2 La commission AQ détermine une échelle de notes qui définit quel nombre de points conduit à quelle note.
- 3 Si le mode de notation permet de déterminer directement la note du module sans faire usage de points d'appréciation, alors la note du module est attribuée selon l'art. 18.

Art. 18 Valeur des notes

- 1 Le candidat se voit attribuer une note pour chacun des modules cités à l'art. 15, al. 3.
- 2 Les prestations sont évaluées par des notes échelonnées de 6 à 1. La note 4 ou plus qualifie une prestation suffisante; les notes en dessous de 4 qualifient des prestations insuffisantes. Hormis les demi-notes, les notes intermédiaires ne sont pas admises.
- 3 Les notes sont attribuées selon l'échelle suivante:

Qualité des prestations	Appréciation	Notes
Qualitativement et quantitativement excellent	excellent	6
Convenable, erreurs minimales	bon	5
Remplit les exigences minimales	suffisant	4
Incomplet, nombreuses erreurs	insuffisant, faible	3
Erreurs grossières et incomplet	très faible	2
Sans valeur ou pas traité	inutilisable	1

- 4 La note globale est la moyenne arithmétique des notes des modules. Elle est arrondie à la première décimale.
- 5 La commission AQ peut déterminer si certains modules sont sur ou sous-estimés dans le calcul de la note globale. La pondération est indiquée dans les directives.



7 RÉUSSITE ET RÉPÉTITION DE L'EXAMEN

Art. 19 Conditions de réussite de l'examen

- 1 L'examen de **conseillère financière / conseiller financier diplômé(e) IAF** est considéré comme réussi si
 - la note globale n'est pas inférieure à 4.0
 - et
 - au maximum deux notes de module sont inférieures à 4.0
 - et
 - aucune note de module n'est inférieure à 3.5.

- 2 L'examen de **conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF** est considéré comme réussi si
 - la note de module n'est pas inférieure à 4.0.L'examen n'est en tout cas pas réussi si le candidat
 - a) ne se désiste pas à temps;
 - b) ne se présente pas à l'examen et ne donne pas de raison valable;
 - c) se retire après le début de l'examen, sans raison valable;
 - d) est exclu de l'examen.

Art. 20 Certificat d'examen

- 1 La commission AQ établit un certificat d'examen pour chaque candidat. Celui-ci doit contenir au moins les données suivantes:
 - a) les notes de chaque module d'examen;
 - b) la mention de réussite ou d'échec à l'examen;
 - c) en cas d'échec à l'examen des informations sur les voies de droit.

Art. 21 Répétition; durée de validité des modules

- 1 Le candidat qui échoue à l'examen est autorisé à le repasser lors de la prochaine échéance ordinaire d'examen, dans la mesure où les conditions d'admission sont remplies.

- 2 Le candidat a le choix
 - a) de repasser uniquement tous les modules où il a obtenu une note insuffisante ou
 - b) de repasser tout l'examen.

Pour le calcul des résultats d'examens sont pris en considération:

 - dans le cas a) la note des modules répétés ainsi que les notes suffisantes des modules passés précédemment
 - dans le cas b) les notes de l'examen répété.

- 3 Chaque module peut être passé au maximum trois fois.

- 4 Les échecs au module «Patrimoine (y c. LSFIn)» sont pris en compte aussi bien pour l'examen de conseiller financier / conseillère financière diplômé(e) IAF que pour l'examen de conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF.



- 5 Les conditions d'inscription et d'admission au premier examen s'appliquent également aux examens répétés.

Dans le scénario d'un examen incomplet (art. 7, al. 3) et/ou partiellement réussi, un module réussi reste valable au maximum 32 mois. Le temps qui s'est écoulé entre la date du premier et du dernier examen final réussi est déterminant. Les modules réussis il y a plus de 32 mois doivent dans tous les cas être répétés.

8 RECOMMANDATIONS DE FORMATION CONTINUE

- Art. 22 1 Il est recommandé à tous les diplômés et titulaires de certificats de se tenir régulièrement informés des nouveautés de la branche et de suivre des cours de perfectionnement.

9 DIPLÔME, CERTIFICAT, TITRE ET PROCÉDURE

Art. 23 Titre et publication

- 1 Le diplôme ou le certificat est décerné aux candidats qui ont réussi l'examen. Celui-ci est délivré par l'IAF et signé par un représentant du comité et de la commission AQ.
- 2 Le titulaire du diplôme est autorisé à porter le titre de

Conseillère financière / conseiller financier diplômé(e) IAF,
Spécialiste en patrimoine, prévoyance, assurance et financement.

Dipl. Finanzberater/in IAF
Fachmann/Fachfrau für Vermögen, Vorsorge, Versicherung und Finanzierung

Consulente finanziario diplomato IAF
Specialista per patrimonio, previdenza, assicurazione e finanziamento

Certified Financial Advisor IAF
Specialist in asset building, financial precaution, assurance and real estate financing

Le titulaire de certificat est autorisé à porter le titre suivant :

Conseiller / conseillère en gestion de patrimoine certifié(e) IAF
Certificat de connaissance LSFIn

Zertifizierte/r Vermögensberater/in IAF
Kenntnisnachweis FIDLEG

Consulente in gestione patrimoniale certificato/a IAF
Attestato LSerFI

Certified Wealth Advisor IAF
Confirmation of Knowledge FSA

- 3 Les noms des diplômés et des titulaires de certificats sont publiés sur le site Internet de l'IAF, sous réserve des dispositions légale en matière de protection des données.
- 4 Seuls les titulaires du diplôme ou du certificat sont autorisés à porter le titre.



Art. 24 Retrait du diplôme ou du certificat

- 1 Le comité de l'IAF peut retirer tout diplôme ou certificat obtenu de manière illicite. Les procédures civiles ou pénales demeurent réservées.

Art. 25 Droit de recours

- 1 Les décisions de la commission AQ concernant la non-admission à l'examen, l'échec à l'examen ou la non-attribution du diplôme / du certificat peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la direction de l'IAF dans les 30 jours suivant leur notification. Le recours doit comporter les conclusions et les motifs du recourant. La date du cachet postal lors de l'envoi à partir d'un bureau de poste en Suisse est déterminante pour le dépôt du recours.
- 2 En cas de passage partiel de l'examen (art. 7 al. 3), seules les notes de module qui sont insuffisantes peuvent faire l'objet d'un recours. En cas de passage complet de l'examen, les notes de module suffisantes peuvent également faire l'objet d'un recours, toutefois seulement en cas d'échec à l'ensemble de l'examen. Le recours ne peut pas être rétroactif pour des notes de module de sessions précédentes.
- 3 Le comité ou la commission de recours instaurée par le comité statuent définitivement.
- 4 Le comité n'entre en matière sur un recours que si les frais de recours ont été payés dans les délais. En cas d'acceptation d'un recours, les frais de recours seront restitués au recourant.

10 DISPOSITIONS FINALES

Art. 26 Entrée en vigueur

- 1 Ce règlement d'examen entre en vigueur par sa promulgation et s'applique aux examens à partir de novembre 2020. Il remplace le règlement d'examen du 1^{er} décembre 2019.

11 DÉLIBÉRÉ

Zurich, le 1^{er} juillet 2020

IAF Communauté d'intérêt pour la formation dans le domaine financier

Pour le comité:

Le président

Le vice-président

Marco Baur

Peter Häfliger